



Conseil économique et social

Distr. générale
19 février 2014
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt-troisième session

Vienne, 12-16 mai 2014

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Ordre du jour provisoire et annotations

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:
 - a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
 - c) Méthodes de travail de la Commission.
4. Débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale.
5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
 - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;



- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
 - e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.
- 6. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
 - 7. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.
 - 8. Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
 - 9. Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de la Commission.
 - 10. Autres questions.
 - 11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-troisième session.

Annotations

1. Élection du Bureau

Dans sa résolution 2003/31, intitulée “Fonctionnement de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale”, le Conseil économique et social a décidé qu’à compter de 2004, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devrait, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et l’encourager à jouer un rôle actif dans la préparation de la session ordinaire ainsi que des réunions intersessions informelles de la Commission, de façon à permettre à celle-ci de donner des orientations stratégiques continues et efficaces au programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a également décidé que la Présidence de la Commission devrait, chaque fois que cela est approprié, inviter les présidents des cinq groupes régionaux, le Président du Groupe des 77 et de la Chine ainsi que l’observateur ou le représentant de l’État occupant la Présidence de l’Union européenne à participer aux réunions du Bureau.

Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l’article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques de ce dernier, la Commission, à l’issue de la reprise de sa vingt-deuxième session, le 13 décembre 2013, a ouvert sa vingt-troisième session à la seule fin d’élire son Bureau pour cette session. Compte tenu de la rotation des fonctions selon le principe de la répartition régionale, les membres du Bureau élus pour la vingt-troisième session de la Commission et leurs groupes régionaux respectifs sont indiqués ci-après.

Personne n’a été élu à la fonction de troisième Vice-Président. La Commission devrait élire son troisième Vice-Président lors de l’examen du point 1 du présent ordre du jour provisoire.

<i>Fonction</i>	<i>Région</i>	<i>Membre</i>
Président	États d'Europe orientale	Vladimir Galuška (République tchèque)
Premier Vice-Président	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Luis Alfonso de Alba (Mexique)
Deuxième Vice-Présidente	États d'Europe occidentale et autres États	Christine Stix-Hackl (Autriche)
Troisième Vice-Président	États d'Asie et du Pacifique	[pas encore élu]
Rapporteure	États d'Afrique	Jeannette Mwangi (Kenya)

Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux, du Président du Groupe des 77 et de la Chine ainsi que de l'observateur ou du représentant de l'État occupant la présidence de l'Union européenne a été créé afin d'aider le Président de la Commission et de participer aux réunions du Bureau, comme le prévoit la résolution 2003/31 du Conseil économique et social.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

L'article 7 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose que la Commission, au début de chaque session, arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire.

Dans sa décision 2013/247, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-deuxième session et a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la vingt-troisième session de la Commission.

Après avoir adopté l'ordre du jour, la Commission voudra peut-être fixer un calendrier et décider de l'organisation des travaux de sa vingt-troisième session. Une proposition d'organisation des travaux figure en annexe au présent document.

Comme convenu par la Commission à la reprise de sa vingt-deuxième session, la vingt-troisième session de la Commission se tiendra du 12 au 16 mai 2014, avec des consultations préalables le jour ouvrable précédant le premier jour de la session, à savoir le 9 mai 2014.

Les projets de résolution devraient être soumis le plus tôt possible pour permettre des débats fructueux lors des consultations préalables. Les projets de résolution devant être examinés à la vingt-troisième session de la Commission doivent être déposés au plus tard le lundi 14 avril 2014 à midi, soit quatre semaines avant le début de la session, conformément à la décision 21/1 de la Commission, qu'elle a réaffirmée dans sa décision 22/2. Les projets de résolution devraient être accompagnés d'informations telles que le champ d'application prévu, le calendrier proposé pour la mise en œuvre, les ressources disponibles et d'autres renseignements pertinents.

Comme l'a noté la Commission à la reprise de sa vingt-deuxième session, un atelier organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale se tiendra l'après-midi du premier jour de la vingt-troisième session, comme les années précédentes, sous la présidence d'un membre du Bureau,

avant que le Comité plénier n'examine les projets de résolution. Cet atelier portera essentiellement sur le sujet du débat thématique, intitulé "La coopération internationale en matière pénale", et abordera la question de la contribution et de l'appui que les membres du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pourraient offrir aux États Membres dans ce domaine de travail.

En application de la décision 2011/259 du Conseil économique et social, la Commission tiendra la reprise de sa vingt-troisième session les 4 et 5 décembre 2014, immédiatement avant ou après la reprise de la cinquante-septième session de la Commission des stupéfiants.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations (E/CN.15/2014/1)

3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

- a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**
- b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**

Pour l'examen de ce point, la Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2014/2-E/CN.15/2014/2), qui donne un aperçu des activités menées en 2013 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), notamment dans les domaines suivants: initiatives de coopération régionale; lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme; justice pénale; recherche, analyse des tendances et appui scientifique et criminalistique; et renforcement de l'ONUDC.

Dans sa décision 2013/246, intitulée "Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", le Conseil économique et social a décidé de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie des sessions que la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale doivent tenir au premier semestre de 2015, où elles devraient procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat. Le mandat du groupe de travail figure à l'annexe de la résolution 18/3 de la Commission.

À la reprise de sa vingt-deuxième session, les 12 et 13 décembre 2013, la Commission a élu Reza Najafi (République islamique d'Iran) et Ignacio Baylina Ruiz (Espagne) coprésidents du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. À sa vingt-troisième

session, la Commission sera saisie d'une note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail (E/CN.15/2014/8-E/CN.7/2014/8).

Dans sa résolution 61/252, l'Assemblée générale a autorisé la Commission à fonctionner comme un organe directeur de l'ONUDC et à approuver le budget du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui sert à financer l'assistance technique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale dans le monde entier.

À la reprise de sa vingt-deuxième session, la Commission a adopté la résolution 22/9, intitulée "Budget du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l'exercice biennal 2014-2015", dans laquelle elle a approuvé l'utilisation des fonds à des fins générales prévue dans le budget consolidé pour l'exercice biennal 2014-2015 et a entériné les prévisions relatives aux fonds d'appui aux programmes et aux fonds à des fins spéciales du budget consolidé du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l'exercice biennal 2014-2015. À la même session, la Commission a examiné le rapport du Directeur exécutif sur le budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2014-2015 (E/CN.7/2013/15-E/CN.15/2013/28) et les vues exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur le budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2014-2015 (E/CN.7/2013/16-E/CN.15/2013/29).

Comme dans le budget consolidé pour l'exercice biennal 2012-2013, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès présentés dans le budget consolidé pour l'exercice 2014-2015 ont été harmonisés avec les sous-programmes du programme 13 du cadre stratégique pour la période 2014-2015 (A/67/6/Rev.1) et avec le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (A/68/6 (Sect.16)), compte tenu également des réalisations escomptées dans la stratégie de l'ONUDC pour la période 2012-2015, telle qu'elle a été approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 2012/12.

À sa vingt-troisième session, la Commission sera saisie pour examen d'un document de séance contenant un avant-projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (E/CN.15/2014/CRP.4), qui sera publié ultérieurement sous la cote A/69/6 (Prog. 13), et comprenant le plan-programme biennal ainsi qu'un plan-cadre. La Commission est invitée à examiner le projet de plan-programme biennal pour le contrôle international des drogues, la prévention du crime et du terrorisme, ainsi que la justice pénale, et à faire part de ses observations au Secrétaire général. Le projet de plan-programme biennal, modifié selon qu'il conviendra, sera soumis au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-quatrième session. Les recommandations du Comité relatives au projet de plan-programme biennal seront transmises à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session, où elle examinera le cadre stratégique proposé par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 2016-2017. La Commission sera également saisie de la note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (E/CN.7/2014/15-E/CN.15/2014/15).

Dans sa décision 22/2, la Commission a décidé de prier le Secrétariat de solliciter les avis des États Membres sur le rapport du Secrétariat intitulé "Documentation établie à l'intention de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale" (E/CN.15/2013/13) et sur la documentation connexe, ainsi que sur ses

méthodes de travail d'une manière générale, et de lui rendre compte à sa prochaine session des avis recueillis afin qu'elle donne suite comme il convient au titre du point 3 de l'ordre du jour. En vue de faciliter les travaux préliminaires concernant le point 3 c) de l'ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session, le Secrétariat a mis à disposition de la Commission, à la reprise de sa vingt-deuxième session, le document de séance E/CN.15/2013/CRP.12, sur les méthodes de travail et la documentation de la Commission. Ce document sera également mis à sa disposition à sa vingt-troisième session.

Documentation

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2014/2-E/CN.15/2014/2)

Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2014/8-E/CN.15/2014/8)

Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (E/CN.7/2014/15-E/CN.15/2014/15)

Document de séance sur les méthodes de travail et la documentation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2013/CRP.12)

4. Débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale

À la reprise de sa vingt-deuxième session, la Commission a approuvé l'approche suggérée pour l'organisation du débat thématique de la vingt-troisième session, sur recommandation du bureau élargi, indiquant que tous les thèmes seraient débattus à la fois à la séance du matin et à celle de l'après-midi et que le débat de la matinée porterait sur la mise à profit des enseignements tirés et les défis à relever, tandis que ceux de l'après-midi seraient consacrés à la voie à suivre et aux activités futures pour faire face aux défis, compte tenu du paragraphe 21 de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation.

Les sujets ci-après ont été approuvés par la Commission:

- a) Modalités spécifiques de la coopération internationale en matière pénale:
 - i) Extradition et entraide judiciaire;
 - ii) Coopération internationale aux fins de confiscation;
 - iii) Recours à d'autres modalités de coopération internationale en matière pénale;
- b) Gestion de la coopération internationale en cas de procédures judiciaires multiples concernant la même personne;
- c) Application des instruments internationaux contenant des dispositions sur la coopération internationale en matière pénale;

- d) Enseignements à tirer de l'expérience au niveau régional;
- e) Coopération internationale en matière de lutte contre les nouvelles formes de criminalité;
- f) Fourniture d'assistance technique;
- g) Combler les lacunes – la voie à suivre.

La Commission sera saisie pour examen d'une note du Secrétariat contenant le guide de discussion pour le débat thématique (E/CN.15/2014/12).

Documentation

Note du Secrétariat contenant le guide de discussion pour le débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale (E/CN.15/2014/12)

5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Dans sa résolution 68/193, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique", l'Assemblée générale a exhorté les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles additionnels, ou d'y adhérer.

L'Assemblée, dans cette même résolution, et la Commission, dans sa résolution 22/3 intitulée "Relance des efforts visant à assurer la bonne application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée à l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention", ont réaffirmé qu'il était nécessaire de créer, notamment, un mécanisme d'examen de l'application de la Convention et de ses Protocoles qui soit transparent, efficace, non intrusif, non exclusif et impartial et qui aide les États parties à appliquer intégralement et effectivement ces instruments et, ayant à l'esprit l'urgente nécessité d'améliorer l'application de la Convention et de ses Protocoles, ont invité les États Membres à poursuivre le dialogue au sujet de la création d'un tel mécanisme, en particulier en vue de la tenue, en 2014, de la septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Dans sa résolution 22/3, la Commission a aussi appelé de nouveau les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier la Convention et ses Protocoles ou d'y adhérer, et a prié instamment les États parties d'appliquer intégralement ces instruments. En outre, elle a prié l'ONUDC de continuer de faire prendre conscience de l'importance cruciale qu'il y avait à appliquer la Convention et ses Protocoles pour lutter contre la criminalité organisée et de continuer de fournir une assistance technique et législative afin de promouvoir une adhésion universelle à ces instruments ainsi que leur ratification.

Par ailleurs, dans cette résolution, la Commission a également encouragé l'ONUDC à diffuser largement les outils d'assistance technique qui avaient été mis au point,

afin d'améliorer encore la capacité des États à appliquer la Convention et ses Protocoles tout en favorisant l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre praticiens pour ce qui était de lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée et d'appliquer la Convention et ses Protocoles.

Des informations relatives à l'application de ces résolutions figureront dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2014/3).

b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Dans sa résolution 68/193 et sa résolution 68/195, intitulée "Action préventive et lutte contre la corruption et le transfert du produit de la corruption, facilitation du recouvrement des avoirs et restitution de ces avoirs à leurs propriétaires légitimes, notamment aux pays d'origine, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption", l'Assemblée générale a exhorté les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption ou d'y adhérer à titre prioritaire. Dans sa résolution 68/193, elle a prié instamment les États Membres de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale pour permettre aux pays d'origine qui en font la demande de recouvrer les avoirs issus de la corruption acquis de façon illicite, comme le prévoient les dispositions de la Convention contre la corruption se rapportant à la restitution des avoirs, en particulier le chapitre V, et a demandé à l'ONUDC de continuer, dans le cadre de son mandat, de prêter son concours à l'action menée à cette fin aux niveaux bilatéral, régional et international. L'Assemblée a également exhorté les États Membres à combattre et réprimer la corruption et le blanchiment du produit de la corruption. En outre, elle a invité les États parties à la Convention à envisager avec toute l'attention voulue, et dans les meilleurs délais, l'exécution des demandes d'entraide judiciaire internationale et à veiller à ce que les autorités compétentes des États demandeurs disposent de ressources suffisantes pour donner suite aux demandes, sachant que le recouvrement des avoirs est particulièrement important pour le développement durable et la stabilité à long terme. L'Assemblée a aussi exhorté les États parties à la Convention à continuer d'apporter tout l'appui nécessaire au mécanisme d'examen adopté par la Conférence des États parties à la Convention.

Dans sa résolution 68/195, l'Assemblée a exhorté tous les États parties à prendre des mesures pour assurer la mise en œuvre intégrale et effective de la Convention, et les a engagés à appliquer intégralement les résolutions de la Conférence des États parties. En outre, l'Assemblée a pris note avec satisfaction des travaux accomplis au titre du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention et par le Groupe d'examen de l'application et exhorté les États Membres à continuer de les appuyer, et elle a encouragé à tirer parti des enseignements tirés du premier cycle d'examen aux fins de renforcer l'application de la Convention.

Dans cette même résolution, l'Assemblée a réitéré l'engagement pris par tous les États parties à la Convention de contribuer efficacement au recouvrement du produit de la corruption, a exhorté les États Membres à combattre et à réprimer la corruption sous toutes ses formes ainsi que le blanchiment du produit de la corruption, et elle a souhaité que la coopération internationale soit renforcée, notamment, dans le cadre du système des Nations Unies, afin de soutenir l'action

menée aux niveaux national, sous-régional et régional pour prévenir et combattre la corruption et le transfert et le blanchiment du produit de la corruption.

L'Assemblée s'est également félicitée de la tenue de la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention à Panama du 25 au 29 novembre 2013. À cette session, la Conférence a notamment adopté des résolutions sur le rôle du secteur privé, sur la contribution des jeunes et des enfants à la prévention de la corruption et sur la facilitation de la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs, ainsi qu'une décision relative au Mécanisme d'examen de l'application.

Des informations relatives à l'exécution de ces mandats figureront dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2014/3).

c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

L'Assemblée générale, dans sa résolution 68/119 intitulée "Mesures visant à éliminer le terrorisme international", a demandé au Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDC de s'employer encore à renforcer, par l'exercice de ses attributions, les capacités du système des Nations Unies en matière de prévention du terrorisme et a apprécié, dans le contexte de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, le rôle qu'il jouait pour aider les États à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et à les appliquer, notamment les plus récents d'entre eux, et pour renforcer les mécanismes de coopération internationale en matière pénale ayant trait au terrorisme, notamment en développant les capacités nationales. Dans cette résolution également, l'Assemblée a demandé à tous les États Membres, à l'Organisation des Nations Unies et aux autres institutions internationales, régionales et sous-régionales compétentes de mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et elle a demandé à tous les États de prendre de nouvelles mesures pour prévenir le terrorisme et renforcer la coopération internationale dans la lutte contre celui-ci.

Dans sa résolution 68/187, intitulée "Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme", l'Assemblée générale a prié instamment les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de devenir parties aux conventions et protocoles internationaux existants relatifs au terrorisme, et a engagé l'ONUDC à continuer d' étoffer, dans le cadre de ses attributions et sur demande, l'assistance technique apportée aux États Membres en ce qui concernait les mesures efficaces de justice pénale fondées sur l'état de droit en vue de la prévention du terrorisme.

Dans sa résolution 68/193, l'Assemblée a prié de nouveau l'ONUDC d'apporter une plus grande assistance technique aux États Membres qui en faisaient la demande, de renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de répression du terrorisme en facilitant la ratification et la mise en œuvre des conventions et protocoles universels relatifs à cette question, en étroite consultation avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et sa direction exécutive, et de continuer à contribuer aux travaux de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme.

Des informations relatives à l'application de ces résolutions figureront dans le rapport du Secrétaire général sur l'assistance à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2014/4).

d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

Dans sa résolution 2013/41, intitulée "Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes", le Conseil économique et social a notamment prié l'ONUDC de continuer à intégrer le Plan d'action dans ses programmes et activités, encouragé les États Membres à fournir des données factuelles sur les caractéristiques, les formes et les flux de la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes et demandé à l'ONUDC de réunir ces données et de les insérer dans les futures éditions du rapport mondial sur la traite des personnes, ainsi que de faire figurer les affaires de traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes dans la base de données de jurisprudence sur la traite des personnes. Le Conseil a prié le Secrétaire général de faire rapport à la Commission, à sa vingt-troisième session, sur la suite donnée à la résolution. Le Secrétariat n'ayant pas reçu de ressources extrabudgétaires à cette fin, aucun rapport sur l'application de la résolution n'a été établi pour examen par la Commission au titre du présent point de l'ordre du jour.

Dans sa résolution 68/192, intitulée "Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes", l'Assemblée générale a exhorté les États Membres et les autres parties prenantes mentionnées dans le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes et invité la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée et les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux compétents à continuer de contribuer, dans le cadre de leurs attributions respectives, à la mise en œuvre intégrale et effective du Plan d'action mondial, notamment en coopérant plus étroitement et en coordonnant davantage les activités qu'ils mènent à cette fin.

Dans cette résolution également, l'Assemblée a invité la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et le Groupe de travail sur la traite des personnes, comme le prévoit la Convention contre la criminalité organisée, à étudier la nécessité de convoquer des réunions des représentants des mécanismes nationaux de coordination de la lutte contre la traite des personnes, en vue notamment de renforcer à l'échelle internationale la coordination et les échanges d'informations sur les bonnes pratiques de lutte contre la traite.

e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances

Conformément à la résolution 1989/56 du Conseil économique et social, le Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, sous l'égide de la Commission (qui a succédé au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance conformément à la résolution 1992/1 du Conseil), entreprend les activités voulues et, notamment, définit les principes, politiques et directives régissant les activités de l'Institut et rend compte périodiquement au Conseil par l'intermédiaire de la Commission. Une note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de

l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice sera présentée à la Commission (E/CN.15/2014/18).

La Commission sera également saisie du rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/13).

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2014/3)

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2014/4)

Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/13)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2014/18)

6. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Dans la section VII de sa résolution 1992/22, le Conseil économique et social a décidé que la Commission devrait inscrire de façon permanente à l'ordre du jour un point concernant les règles et normes existantes des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris leur utilisation et application.

Dans sa résolution 2003/30, le Conseil a décidé de regrouper ces règles et normes des Nations Unies sous différentes catégories afin de cibler la collecte de l'information, et a prié l'ONUDD, en collaboration avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, d'apporter son concours aux États Membres qui requièrent une assistance concernant l'utilisation et l'application de ces règles et normes.

Dans sa résolution 68/193, l'Assemblée générale a engagé les États Membres à prendre les mesures voulues, agissant en fonction de leur situation propre, pour que soient diffusées, utilisées et appliquées les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, et notamment à étudier et, s'ils le jugeaient nécessaire, à diffuser les manuels et guides conçus et publiés par l'ONUDD.

Dans sa résolution 67/187, intitulée "Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale", l'Assemblée générale a invité les États Membres, conformément à leur législation nationale, à adopter et à renforcer les mesures voulues pour pourvoir à la prestation d'une assistance juridique efficace, conformément à l'esprit des Principes et lignes directrices. Elle a également prié l'ONUDD, sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires, de diffuser largement les Principes et lignes directrices et de continuer à fournir des services consultatifs et une assistance technique aux États

Membres qui en font la demande, dans le domaine de la réforme de la justice pénale, y compris la justice réparatrice, les mesures alternatives à l'emprisonnement et l'élaboration de plans intégrés pour la fourniture d'assistance juridique. Des informations relatives à l'application de la résolution figureront dans le rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2014/11).

Dans sa résolution 68/189, intitulée "Stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale", l'Assemblée générale a invité la Commission et le Conseil des droits de l'homme, ainsi que l'ONUDC, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à coordonner étroitement leurs activités relatives aux droits de l'enfant dans l'administration de la justice ainsi qu'à la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le système de justice pénale et aux mesures visant à y faire face, en coopération avec le Comité des droits de l'enfant. L'Assemblée a prié l'ONUDC de convoquer la réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, en collaboration avec toutes les entités compétentes des Nations Unies, en vue d'élaborer un projet d'ensemble de stratégies et de mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, que la Commission pourra examiner à sa session qui suivra la réunion du groupe. La réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée a eu lieu à Bangkok du 18 au 21 février 2014 et la Commission sera saisie pour examen d'un rapport du Secrétaire général sur ses résultats (E/CN.15/2014/14).

Dans sa résolution 68/190, intitulée "Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus", l'Assemblée générale a décidé de proroger le mandat du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les services et l'appui nécessaires soient fournis à cette fin. Au moment de l'élaboration du présent document, la date de la réunion du Groupe d'experts n'était pas encore arrêtée. Au cas où elle se tiendrait à temps, le rapport de cette réunion serait mis à la disposition de la Commission.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2014/11)

Rapport du Secrétaire général sur les résultats de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé d'élaborer un projet d'ensemble de stratégies et de mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2014/14)

7. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

La compréhension et la connaissance des tendances de la criminalité et des indicateurs de la justice pénale contribuent à la formulation d'une politique efficace, à l'apport d'une réponse opérationnelle et à l'évaluation de l'impact des mesures prises dans le domaine de la prévention du crime. Des activités régulières de collecte de données au niveau international sur les tendances de la criminalité et la justice pénale et l'analyse de ces données sont demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/152 et par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1984/48, 1990/18, 1996/11 et 1997/27.

Dans sa résolution 68/193, l'Assemblée a demandé aux États Membres et prié l'ONUDC dans le cadre de son mandat d'améliorer encore la collecte, l'analyse et la diffusion périodiques de données et d'informations exactes, fiables et comparables, y compris, selon qu'il convient, de données ventilées par sexe, âge ou autre critère pertinent, et encouragé vivement les États Membres à communiquer ces données et informations à l'ONUDC. L'Assemblée a également prié l'ONUDC de continuer, en étroite coopération avec les États Membres, à mettre au point des outils techniques et méthodologiques et à réaliser des analyses et des études afin de mieux cerner les tendances en matière de criminalité et d'aider les États Membres à concevoir des interventions adaptées aux différentes formes de criminalité, notamment à leur dimension transnationale. La Commission sera saisie d'une note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et les nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2014/5).

Dans sa résolution 2012/18, intitulée "Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques", le Conseil économique et social a invité les États Membres à encourager un dialogue productif au sein des autorités nationales responsables de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques sur la criminalité et la justice pénale, afin de renforcer la coordination au niveau national et d'assurer l'utilisation de normes communes. Les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été invités à désigner un point de contact national pour la soumission de données sur la criminalité et la justice pénale à l'ONUDC. Le Conseil a prié l'ONUDC de continuer à élaborer des outils techniques et méthodologiques en vue d'aider les pays à produire et à diffuser des statistiques exactes et comparables sur la criminalité et la justice pénale, et de continuer à fournir une assistance technique aux États Membres qui le demandent pour renforcer leurs moyens de collecte, d'analyse et de communication de données sur la prévention du crime et la justice pénale. La Commission sera saisie pour examen du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques (E/CN.15/2014/10). Ce rapport contiendra également des informations sur l'application de la résolution 2013/37 du Conseil économique et social, qui porte sur le même sujet.

Dans sa résolution 2011/33, intitulée "Prévention, protection et coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins de maltraitance ou d'exploitation des enfants", le Conseil économique et social a prié l'ONUDC d'effectuer une étude permettant d'identifier, de décrire et d'évaluer les effets des nouvelles technologies de l'information sur la maltraitance

et l'exploitation des enfants en tenant compte des recherches effectuées dans ce domaine par des organisations régionales et par d'autres organisations du système des Nations Unies, afin de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Le Conseil a également prié l'ONUDC de concevoir et d'effectuer une évaluation des besoins des États en ce qui concernait la formation en matière d'enquête sur les infractions commises contre des enfants à l'aide des nouvelles technologies de l'information et des communications et, sur la base des résultats de cette étude, d'élaborer un programme de formation et d'assistance technique pour aider les États Membres à lutter plus efficacement contre ces infractions. Le Conseil a prié le Secrétaire général de rendre compte à la Commission, à sa vingt-troisième session, de l'application de cette résolution. La Commission sera saisie pour examen du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution (E/CN.15/2014/7).

Dans sa résolution 68/186, intitulée "Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic", l'Assemblée générale a notamment prié l'ONUDC, dans le cadre de son mandat et en étroite coopération avec les organisations internationales concernées, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), de sensibiliser l'opinion publique au problème que posaient le trafic de biens culturels et les infractions connexes aux niveaux régional et international. Elle a également prié l'ONUDC de convoquer à nouveau le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels pour que les États Membres réexaminent et révisent le projet de principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels, afin de le finaliser et de le soumettre à la Commission à sa vingt-troisième session. Des informations sur l'application de cette résolution figurent dans le rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2014/2-E/CN.15/2014/2) et dans la note du Secrétariat transmettant les principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes (E/CN.15/2014/16).

Le Conseil économique et social, dans sa résolution 2013/39, intitulée "Coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité", a prié l'ONUDC, agissant en consultation avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, de poursuivre ses efforts visant à promouvoir une compréhension mutuelle et un échange de vues et de connaissances spécialisées entre les diverses parties prenantes, en particulier entre les entités des secteurs public et privé, sur les questions se rapportant à la criminalité liée à l'identité, dans le cadre des futurs travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, s'agissant notamment d'un projet de loi type sur cette forme de criminalité. La Commission sera saisie pour examen du rapport du Secrétaire général sur l'application de cette résolution (E/CN.15/2014/17).

Dans sa résolution 22/7, intitulée "Renforcement de la coopération internationale pour lutter contre la cybercriminalité", la Commission a prié le Groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité de poursuivre ses travaux en vue d'accomplir son mandat et de lui faire rapport sur les progrès accomplis dans lesdits travaux. Les ressources extrabudgétaires nécessaires n'ayant

pas été mises à la disposition du Secrétariat, aucune réunion supplémentaire du Groupe d'experts n'a été organisée et aucun rapport n'a été élaboré.

Dans sa résolution 22/8, intitulée "Favoriser l'assistance technique et le renforcement des capacités pour intensifier l'action nationale et la coopération internationale contre la cybercriminalité", la Commission a prié le Directeur exécutif de l'ONUDC de lui présenter à sa vingt-troisième session un rapport sur la suite donnée à cette résolution et l'action menée dans le cadre du Programme mondial contre la cybercriminalité. Les ressources extrabudgétaires nécessaires n'ayant pas été mises à la disposition du Secrétariat, aucun rapport n'a été élaboré.

Documentation

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2014/2-E/CN.15/2014/2)

Note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et les nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2014/5)

Rapport du Secrétaire général sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins de maltraitance ou d'exploitation des enfants (E/CN.15/2014/7)

Rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques (E/CN.15/2014/10)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité (E/CN.15/2014/17)

Note du Secrétariat transmettant les principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes (E/CN.15/2014/16)

8. Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Dans sa résolution 68/185, intitulée "Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale", l'Assemblée générale a décidé que le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale se tiendrait à Doha du 12 au 19 avril 2015, avec des consultations préalables le 11 avril 2015. Elle a prié le Secrétaire général de parachever en temps voulu le guide de discussion établi en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, compte tenu des recommandations formulées par la Commission, ainsi que des observations et autres réactions des États Membres, pour que les réunions régionales préparatoires au treizième Congrès puissent se tenir le plus tôt possible en 2014. L'Assemblée a également prié la Commission de consacrer suffisamment de temps, à sa vingt-troisième session, à l'examen des progrès réalisés dans les préparatifs du treizième Congrès, de prendre en temps utile

toutes les dispositions organisationnelles et techniques qui doivent encore l'être et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social. En outre, l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'assurer à cette résolution la suite voulue et de lui en rendre compte par l'intermédiaire de la Commission à sa vingt-troisième session. La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/6).

Dans sa résolution 67/184, intitulée "Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale", l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès, et a instamment prié les participants à ces réunions d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviraient de point de départ aux projets de recommandation et de conclusion dont le Congrès serait saisi.

La Réunion régionale préparatoire pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue à Bangkok du 22 au 24 janvier 2014; la Réunion régionale préparatoire pour l'Asie occidentale s'est tenue à Doha du 3 au 5 février 2014; et la Réunion régionale préparatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue à San José du 19 au 21 février 2014. Au moment de la soumission du présent document, il était prévu que la Réunion régionale préparatoire pour l'Afrique se tienne à Addis-Abeba du 9 au 11 avril 2014. Les rapports de ces réunions seront mis à la disposition de la Commission.

L'article 63 du règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale dispose ce qui suit:

À la suite de chaque Congrès, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale soumet au Conseil économique et social des recommandations appropriées touchant les amendements au présent règlement jugés nécessaires.

Le règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sera communiqué à la Commission à sa vingt-troisième session. En l'absence de modification, les travaux du treizième Congrès seront menés conformément aux dispositions du règlement intérieur actuel, complétées par les principes directeurs figurant au paragraphe 2 de la résolution 56/119 de l'Assemblée générale.

Dans sa résolution 68/185, l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'établir un plan pour la documentation du treizième Congrès, en consultation avec le bureau élargi de la Commission. Lors de sa sixième réunion, tenue le 4 octobre 2013, le bureau élargi de la Commission à sa vingt-deuxième session a examiné la liste provisoire des documents prévus pour le treizième Congrès qui avait été établie par le Secrétariat. La Commission sera saisie d'un document présentant un aperçu des préparatifs en cours et à venir du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/6).

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/6)

Note du Secrétariat concernant le règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2014/9)

Guide de discussion pour le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/PM.1)

Rapport de la Réunion régionale pour l'Asie et le Pacifique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/RPM.1/1)

Rapport de la Réunion régionale pour l'Asie occidentale préparatoire au treizième Congrès pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/RPM.2/1)

Rapport de la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/RPM.3/1)

Rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/RPM.4/1)

9. Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de la Commission

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire de sa vingt-quatrième session. En ce qui concerne la durée de la session et le dépôt des projets de résolution, elle devrait passer en revue l'expérience acquise jusqu'à présent et est invitée à examiner son programme de travail eu égard à la durée de ses sessions ultérieures, ainsi que la pertinence de la pratique récente en matière de date limite pour le dépôt des projets de résolution. Elle devrait également s'intéresser au choix des thèmes du débat thématique de ses sessions ultérieures et envisager de convenir de dispositions plus précises en ce qui concerne la durée de ses sessions à venir.

10. Autres questions

L'attention du Secrétariat n'a été appelée sur aucune question au titre de ce point de l'ordre du jour et aucun document n'est actuellement prévu.

11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-troisième session

La Commission doit en principe adopter le rapport sur les travaux de sa vingt-troisième session le 16 mai 2014, dernier jour de la session.

Dans sa décision 2011/257, le Conseil économique et social a décidé que la Commission devrait s'attacher à réduire la longueur de ses rapports annuels, compte tenu de la nécessité d'y faire figurer les résolutions et décisions adoptées ou

transmises par la Commission à ses sessions, ainsi que des résumés plus brefs des délibérations tenues au titre de chaque point de l'ordre du jour, en insistant en particulier sur les constatations et conclusions en matière de politiques. La Commission a réaffirmé cet engagement dans ses décisions 21/1 et 22/2.

Annexe

Projet d'organisation des travaux

1. Dans sa décision 1997/232, le Conseil économique et social a décidé que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devrait bénéficier de services complets d'interprétation non seulement pour les séances plénières, mais aussi pour 12 séances au total consacrées à des consultations informelles sur les projets de proposition et à des séances de groupes de travail à composition non limitée, le temps à allouer précisément aux différentes séances devant être déterminé par la Commission au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux", étant entendu qu'il ne serait pas tenu simultanément plus de 2 séances afin d'assurer un niveau de participation maximum des délégations.
2. Le projet d'organisation des travaux est subordonné à l'approbation de la Commission. Dès que le débat concernant un point ou un point subsidiaire de l'ordre du jour sera terminé, la Commission passera au point suivant, si elle en a le temps. Les horaires proposés pour les séances sont de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures. Le Comité plénier doit se réunir du lundi 12 mai dans l'après-midi au vendredi 16 mai 2014 dans la matinée. Un atelier sur le thème du débat thématique (coopération internationale en matière pénale), organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, se déroulera le lundi 12 mai dans l'après-midi, sous la présidence d'un membre du Bureau, avant que le Comité plénier n'examine les projets de résolution.
3. À la reprise de sa vingt-deuxième session, la Commission a décidé que des consultations informelles d'avant-session se tiendraient le vendredi 9 mai 2014. Ces consultations pourraient porter, entre autres, sur un examen préliminaire des projets de résolution devant être examinés à la vingt-troisième session de la Commission et ayant été déposés avant la session, ainsi que sur les sous-thèmes du débat thématique de la vingt-quatrième session, le thème et les sous-thèmes des sessions ultérieures, la durée de la vingt-quatrième session et d'autres questions.
4. Comme il est d'usage, la Commission examinera d'abord les projets de résolution au sein du Comité plénier avant qu'ils ne soient présentés à la plénière. Les projets de résolution doivent être déposés au plus tard le lundi 14 avril 2014 à midi, conformément à la décision 21/1 de la Commission. Les États ayant l'intention de déposer des projets de résolution pour examen à la vingt-troisième session de la Commission sont priés de les remettre le plus tôt possible, et en tout état de cause avant cette date. Pour faciliter les travaux de la Commission, il est recommandé de communiquer les projets de résolution au Secrétariat sous forme électronique.

Consultations informelles d'avant-session, 9 mai 2014

Date et heure

Vendredi 9 mai

10 heures-13 heures Consultations informelles
15 heures-18 heures Consultations informelles

Vingt-troisième session, 12-16 mai 2014

Date et heure

Séance plénière

Comité plénier

Lundi 12 mai

10 heures-11 heures Ouverture de la session
Point 1. Élection du Bureau
Point 2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation
11 heures-13 heures *Point 3.* Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique
a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale
c) Méthodes de travail de la Commission
15 heures-18 heures *Point 3.* Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique (*suite*)

Atelier sur la coopération internationale en matière pénale

Mardi 13 mai

10 heures-13 heures *Point 4.* Débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale
Séance du matin – mise à profit des enseignements tirés et défis à relever
a) Modalités spécifiques de la coopération internationale en matière pénale
i) Extradition et entraide judiciaire
ii) Coopération internationale aux fins de confiscation
iii) Recours à d'autres modalités de coopération internationale en matière pénale
b) Gestion de la coopération internationale en cas de procédures judiciaires multiples concernant la même personne
c) Application des instruments internationaux contenant des dispositions sur la coopération internationale en matière pénale

Examen des projets de résolution

<i>Date et heure</i>	<i>Séance plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
	d) Enseignements à tirer de l'expérience au niveau régional e) Coopération internationale en matière de lutte contre les nouvelles formes de criminalité f) Fourniture d'assistance technique g) Combler les lacunes – la voie à suivre	
15 heures-18 heures	<i>Point 4.</i> Débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale (<i>suite</i>) Séance de l'après-midi – voie à suivre et activités futures pour faire face aux défis, compte tenu du paragraphe 21 de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation (<i>sujets a) à g), suite</i>)	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)
Mercredi 14 mai		
10 heures-13 heures	<i>Point 5.</i> Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	<i>Point 5.</i> Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (<i>suite</i>)	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)
Jedi 15 mai		
10 heures-13 heures	<i>Point 6.</i> Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	<i>Point 7.</i> Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)

<i>Date et heure</i>	<i>Séance plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
	<i>Point 8.</i> Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	
Vendredi 16 mai		
10 heures-13 heures	<i>Point 8.</i> Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (<i>suite</i>)	Examen des projets de résolution (<i>suite</i>)
	<i>Point 9.</i> Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de la Commission	
15 heures-18 heures	<i>Point 10.</i> Autres questions	
	<i>Point 11.</i> Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-troisième session	